



Arrivé au SEBF le

13 OCT. 2020

Evreux, le jeudi 8 octobre 2020

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES ET DE LA MER  
SERVICE EAU, BIODIVERSITE, FORETS  
M. GUILLAUME HENRION  
POLE TERRITORIAL DE L'EAU  
1 AVENUE MAL FOCH  
CS42205 27022 EVREUX CEDEX

OBJET *Avis sur un dossier d'autorisation au titre du code de l'environnement Déviation Sud-Ouest d'Evreux, section Cambolle (RN1013) – Les Fayaux (RD6154) - M. Guillaume HENRION*  
SUIVI PAR *Kévin CAILLEBOTTE*  
COPIE  
REFERENCE *Avis 2020-2*

Monsieur,

Par courrier en date du 17 août 2020 (accusé réception le 26 août 2020), la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Eure a saisi la commission locale de l'eau du SAGE de l'Iton afin qu'elle formule un avis sur le dossier d'autorisation au titre du Code de l'Environnement cité en objet.

Ce dossier a été examiné par les membres du bureau de la CLE encore en fonction. Lors de la première consultation de la CLE du SAGE de l'Iton en date du 13 août 2012, le bureau avait formulé un avis favorable sous réserve que le pétitionnaire modifie son projet sur différents points et que celui-ci apporte des réponses sur les questions formulées.

A la lecture du dossier de demande d'autorisation environnementale, et de l'étude d'impact, le bureau du SAGE note que le pétitionnaire a pris en compte les remarques du premier avis en intégrant dans sa démarche des hypothèses de dimensionnement correspondantes à la disposition I-17 du PAGD du SAGE de l'Iton. Le bureau du SAGE prend acte des arguments de ce dernier sur l'incapacité technique à respecter totalement cette mesure.

Concernant l'aspect qualitatif des rejets des trois bassins dont l'exutoire est l'Iton, la CLE observe une amélioration dans la proposition du pétitionnaire avec la mise en place de filtres à sable et de fossés enherbés. Ces aménagements constituent une amélioration notable mais le bureau de la CLE regrette que le dossier présenté ne s'appuie pas sur les valeurs seuils de l'arrêté du 27 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010. Le dossier fait mention d'objectifs de qualité pour le cuivre de 1,4 µg/L alors que la valeur guide est de 1 µg/L. Il est entendu que la dépollution par phyto remédiation au sein des fossés enherbés n'est pas mesurable et que ces derniers contribuent à réduire encore les concentrations en polluants. *D'autant que les fossés ont fait l'objet d'une attention particulière en terme de végétalisation avec la mise en place de végétaux locaux, adaptés et reconnus pour leur qualité épuratrice des eaux.* Les calculs sont également basés volontairement dans une configuration théorique pénalisante et exigeante. Cependant dans ce contexte de réchauffement climatique, cette configuration tend à s'appliquer car nous observerons une tendance à l'aggravation significative des étiages sévères et à la réduction des débits. Ce phénomène contribuera donc à accentuer ces pollutions. Le bureau de la CLE demande à ce que les valeurs de rejet soient conformes aux seuils applicables en vigueur. Lors de la mise en service, il souhaite être associé au suivi de ces rejets pour être ainsi vigilant vis-à-vis du respect des engagements pris et présentés dans cette nouvelle demande.

Au sujet des zones humides, contrairement à la demande initiale, et conformément à la mesure MN-24 du PAGD du SAGE de l'Iton, le pétitionnaire prévoit une compensation de 1,5 fois la surface détruite (550 m<sup>2</sup>) soit 825 m<sup>2</sup>. Le bureau de la CLE constate que le pétitionnaire a répondu à ces demandes avec des prospections de terrain complémentaires et cette proposition de compensation. La proposition d'aménagement compensatoire a été étudiée pour une surface de 1638 m<sup>2</sup> soit une compensation de 3 fois la surface détruite. Cette dernière est

acceptable et le bureau de la CLE sera vigilant quant au suivi rigoureux en termes de gestion qui devra être mis en place pour que cette zone humide conserve ses fonctionnalités.

Quant à l'impact sur les milieux naturels, l'arrêté du 28 juillet 2014 portant dérogation à l'article L.411-1 du Code de l'Environnement relatif à la destruction de spécimens protégés et la destruction de milieux particuliers n'a pas fait l'objet d'une suspension et ne nécessite pas une nouvelle demande. Le dossier présenté par le pétitionnaire montre le très fort potentiel biologique de ce secteur. En effet, plus de 446 espèces végétales sont recensées dont 40 remarquables. Pour les insectes, 80 espèces sont invoquées dont 17 remarquables. Le pétitionnaire fait cette fois-ci correctement référence à l'impact et aux mesures compensatoires, tant en phase travaux qu'en phase d'exploitation, de la déviation sud-ouest d'Evreux vis-à-vis des habitats, de la flore et de la faune. Pour exemple, l'habitat de l'agrion de Mercure, *Coenagrion mercuriale*, fait l'objet de mesures particulières pour éviter une destruction accidentelle de son habitat. Elles correspondent au niveau d'exigence attendu pour ce type de projet. S'ajoutent à ces dispositions des mesures complémentaires financées par le pétitionnaire et réalisées en amont de l'infrastructure routière en faveur des habitats aquatiques et humides telles la pose de clôture (favorisant les cordons d'hélophytes en berge), la taille en têtard de saules multi-centenaires, des restaurations de berges (talutage en pente douce, abattages d'espèces exogènes et retrait d'espèces invasives) et qui contribuent à la protection d'habitats propices pour les espèces animales et végétales inféodées aux milieux aquatiques et humides.

Au regard des inondations, la CLE prend acte que selon les éléments fournis par le pétitionnaire, l'incidence hydraulique de la déviation est faible.

En conclusion, cette nouvelle demande corrige de nombreuses faiblesses par rapport à la demande initiale. Le dossier fait correctement référence aux éléments cartographiques du SAGE ITON. La CLE souligne les efforts du pétitionnaire en matière de rejets, de mesures compensatoires, vis-à-vis du PAGD du SAGE Iton et au profit des milieux aquatiques et humides.

Néanmoins, pour être conforme au SAGE de l'Iton, ce projet doit respecter la mesure MN-8 du PAGD de l'Iton relatif à la définition des seuils et valeur guide pour la qualité chimique des eaux superficielles. Dans notre cas, le projet doit donc respecter l'arrêté du 27 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement.

Le bureau de la CLE donne un avis favorable sous réserve que le pétitionnaire apporte une réponse sur ce point.

Je vous prie de croire, monsieur, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Le Président de la Commission Locale de l'Eau  
**M. Marcel SAPOWICZ**

